

# Elections malgré la réprobation: non crédibles

**Burundi** La participation a varié selon les quartiers et les régions pour ces scrutins tenus dans des conditions anormales.

**M**algré une réprobation internationale quasi unanime et le boycott de l'opposition dénonçant une "parodie d'élections", le pouvoir burundais a organisé lundi des scrutins législatif et communaux sous haute tension, se flattant d'une mobilisation "massive" pourtant peu visible dans la capitale.

À Bujumbura, plusieurs quartiers contestataires ont été une nouvelle fois le théâtre de violences dans la nuit – explosions de grenades et tirs nourris – derniers incidents en date de la grave crise politique déclenchée fin avril par la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, jugée anticonstitutionnelle par ses opposants.

## Scrutins "non crédibles"

Plus de 70 personnes sont mortes depuis et plus de 120 000 Burundais ont fui dans des pays voisins. Le climat est tellement délétère que l'Union européenne a fustigé lundi l'entêtement du pouvoir à maintenir les élections, évoquant "un fait grave" qui ne pourra "qu'exacerber la crise profonde que traverse le Burundi". "Gravement préoccupé par l'organisation des élections", Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères de la Belgique, partenaire-clé du Burundi, a de son côté affirmé que les scrutins n'étaient "ni crédibles ni de nature à résoudre la crise au Burundi".

Charles Nditije, l'un des leaders de l'opposition politique, a dénoncé des fraudes massives, affir-

mant que des électeurs avaient pu voter sans carte d'identité et que "dans la plupart des bureaux, il n'y a pas eu d'observateurs électoraux". Parmi la communauté internationale, seule l'Onu a accepté d'observer les scrutins, en soulignant que cela ne cautionnait en rien le processus.

## Participation variable

Dans des centres de vote de quartiers anti-Nkurunziza, à Bujumbura, la participation tournait entre 5 et 10 % vers 14h locales et 40 % à Kamenge, fief présidentiel. Insécurité, manifestants barrant la route aux électeurs ou respect du boycott, les raisons d'abstention étaient multiples.

En province, le centre de vote de la commune de Bururi, résolument anti-Nkurunziza, affichait une participation d'environ 10 % à la mi-journée. Plus aucun électeur n'y attendait alors de voter. Dans la province de Gitega, où le CNDD-FDD contrôle en grande partie les zones rurales, la mobilisation allait jusqu'à 70 % dans la commune de Karemba, ou 45 % dans un centre de vote de Gitega.

"C'est important de choisir nos représentants. C'était important de voter aujourd'hui, ça a déjà été reporté deux fois", a estimé Jean Népomucène, un menuisier de 38 ans, l'un des rares électeurs acceptant de parler sur place. Face aux pressions internationales, le pouvoir burundais avait légèrement reporté ces scrutins à deux reprises.

Malgré l'insécurité persistante et le boycott, décidé à regret par une opposition qui, en se retirant déjà des élections de 2010, s'était exclue du paysage politique pendant cinq ans, le gouvernement a refusé un nouveau glissement électoral. (AFP)